



CAMEROUN

**ETUDE D'INVENTAIRE D'INFRASTRUCTURES
D'AEPA EN MILIEU RURAL**

RAPPORT D'EVALUATION

Le présent rapport ne peut être communiqué qu'aux membres du personnel dont les activités concernent le sujet traité dans ce rapport. Toute autre distribution doit être autorisée par le Directeur de la FAE.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1 INTRODUCTION	1
1.1 Origine et historique	1
1.2 Objectifs	2
1.3 Justification	2
2. DESCRIPTION DE L'ETUDE	3
2.1 Description des activités	3
2.2 Résultats attendus	5
3. COUT ESTIMATIF ET PLAN DE FINANCEMENT	5
3.1 Coût par composante	5
3.2 Sources de financement	6
4. EXÉCUTION DE L'ETUDE	6
4.1 Dispositions institutionnelles	6
4.2 Calendrier d'exécution	7
4.3 Acquisition des biens et services	7
4.4 Décaissement	8
5. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	8
5.1 Conclusions	8
5.1 Recommandations	8

Listes des acronymes

AEP	:	Adduction d'Eau Potable
AEPA	:	Alimentation en Eau Potable et Assainissement
AFD	:	Agence Française de Développement
DHH	:	Direction de l'Hydraulique et de l'Hydrologie
DSPAR	:	Document Stratégique Pays Axés sur les Résultats
DSRP	:	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
FAE	:	Facilité Africaine de l'Eau
MINEE	:	Ministère de l'Energie et de l'Eau
MR	:	Milieu Rural
OMD	:	Objectif du Millénaire pour le Développement
ONG	:	Organisation Non Gouvernementale
UCE	:	Unité de Coordination de l'Etude

MATRICE DE L'ETUDE

Pays : CAMEROUN
Nom du projet : Etudes d'inventaire d'AEPA
Date de mise à jour : août 2006
Equipe de conception : I. A. TRAORE / O. SOMALI / N. GOUNDOUL

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	RESULTATS ESCOMPTEES	PORTEE (bénéficiaires)	INDICATEURS DE PERFORMANCE, SOURCE, PERIODICITE	INDICATEURS OBJECTIFS ET ECHEANCIER	HYPOTHESES / RISQUES
<p><u>BUT DU SECTEUR (thème du DSRP)</u> Permettre la conception et l'élaboration d'un programme national d'AEPA en milieu rural qui contribuera à la satisfaction durable des besoins en eau potable et en services d'assainissements adéquats.</p>	<p><u>RESULTATS A PLUS LONG TERME</u> Gestion durable des ressources en eau, contribuant à l'équité sociale, à l'efficacité économique et au développement durable dans le pays</p>	<p>Le Gouvernement et les populations du Cameroun, les bailleurs de fonds, les collectivités locales, les ONG</p>	<p>Le Gouvernement utilise les inventaires pour élaborer le programme national d'AEPA en milieu rural et mieux planifier l'atteinte des ODM et le suivi du DSRP</p> <p>Sources : Rapports de l'études, enquêtes, rapports des travaux d'inventaire de la DHH, rapports d'avancement de l'étude</p>	<p>Les études d'inventaire d'AEPA en milieu rural sont disponibles en 2008, permettant une meilleure connaissance des infrastructures existantes et des potentialités des ressources en eau du pays, des capacités financières, matérielles et humaines du secteur</p>	
<p><u>OBJECTIF DU PROJET</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Concevoir et élaborer un programme national d'AEPA en milieu rural en vue de réaliser les objectifs de l'Initiative au Cameroun ; 2. Créer les conditions propices pour l'élaboration d'un programme d'investissements de l'Initiative 3. Renforcer le cadre institutionnel de gestion du programme 	<p><u>RESULTATS A MOYEN TERME</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. un cadre légal et réglementaire plus cohérent et maîtrisé par les acteurs ; 2. un programme AEPA en milieu rural à long terme (horizon 2015) est élaboré ; 3. des sous-programmes prioritaires pouvant constituer une phase d'urgence sont conçus ; 4. les inventaires sont utilisés par le Gouvernement pour mieux planifier l'atteinte des ODM et le suivi du DSRP ; 5. Une gestion rationnelle et une protection plus effective des ressources en eau par la DHH ; et 6. Une élaboration de la nouvelle politique et de la stratégie de développement du secteur. 	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de l'Eau et de l'Energie - Ministère de la Santé - Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature - Ministère de l'Elevage, des pêches et de l'Industrie Animale - Ministère de l'Agriculture 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Études hydrauliques par le Bureau d'études, mai 2008 ; 2. données d'inventaires des infrastructures d'AEPA disponibles pour toutes les provinces, mars 2008 ; 3. la DHH dispose d'une base de données sur les ressources en eau, fonctionnelle et mise à jour ; 4. les informations sur l'utilisation de la base de données sont rendues disponibles à tous les intervenants du secteur en 2007 ; 5. les capacités institutionnelles et les ressources humaines de la DHH sont renforcées en 2007 ; 6. le Cameroun réunit les conditions nécessaires pour le lancement de la première phase de l'Initiative. 		<p>Risque lié à la possibilité d'un manque de coordination entre les différents intervenants du secteur ;</p>

HIERARCHIE DES OBJECTIFS	RESULTATS ESCOMPTES	PORTEE (bénéficiaires)	INDICATEURS DE PERFORMANCE, SOURCE, PERIODICITE	INDICATEURS OBJECTIFS ET ECHEANCIER	HYPOTHESES / RISQUES
<p><u>ACTIVITES / INTRANTS</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. données du secteur AEPA en MR collectées et analysées en 2007 ; 2. le recensement des points d'eau. est effectué dans les sept provinces restant à couvrir en 2007 ; 3. une brochure de vulgarisation du logiciel est produit et édité en 2007 ; 4. la DHH est dotée de moyens logistiques (ordinateurs, véhicules, mat. d'analyse, etc.) en 2007 ; 5. formation d'un coordonnateur provincial et 21 groupes d'agents enquêteurs dans les départements ; 6. mise en place à la DHH d'une base de données et d'outils de planification et de suivi ; 7. inventaire des infrastructures d'AEPA réalisé par la DHH dans 7 provinces ; 8. une Unité de Coordination de l'Etude est créée. 9. un atelier de validation est organisé pour l'appropriation et une large diffusion des résultats de l'étude <p><u>RESSOURCES FINANCIERES :</u></p> <p>Don Facilité : 492 960 € TOTAL : 492 960 €</p>	<p><u>REALISATIONS A COURT TERME</u></p> <ol style="list-style-type: none"> 1. meilleure connaissance des infrastructures d'AEPA existantes et des potentialités des ressources en eau du pays à partir de 2007; 2. état des lieux est disponible pour chaque sous-secteur en termes de niveau de service pour l'année de référence (2006) 3. l'ensemble des intervenants du secteur s'approprient des résultats de l'étude en vue d'une mise en œuvre plus coordonnée de l'Initiative ; 4. une analyse socio-économique et cadrage macro-économique du sous-secteur réalisés à l'horizon 2015 ; 				<p>La cellule de coordination de l'étude fonctionne efficacement</p>

Introduction

1.1 Origine et historique

1.1.1 D'une superficie de 475.650 km², le Cameroun est un pays de l'Afrique Centrale situé à l'extrême nord-ouest de la côte du Golfe de Guinée, occupant une position charnière entre l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest. Le relief est dans son ensemble contrasté avec (i) des régions de hautes terres que sont les Monts Mandara au nord, le plateau de l'Adamaoua au centre, et les hauts plateaux à l'ouest qui se prolongent vers le sud-ouest jusqu'à l'océan Atlantique par une chaîne montagneuse dont le principal sommet est le mont Cameroun (4 070 m) ; et (ii) des plaines dont les principales sont les plaines côtières, la plaine du Tchad, la plaine du Diamaré et les cuvettes de la Benoué. Le Cameroun comprend deux zones climatiques : un climat équatorial s'étendant entre 2° et 6° de latitude Nord et un climat tropical entre 6° et 13° de latitude Nord. Le pays est abondamment arrosé. La hauteur moyenne annuelle de pluie des 10 dernières années a été d'environ 1 600 mm, mais elle est irrégulière sur l'ensemble du pays. Le réseau hydrographique camerounais est assez important et est organisé autour de 5 grands bassins versants à savoir les bassins du lac Tchad, du Niger, du Congo, de la Sanaga, des fleuves côtiers. La végétation est variée allant de la forêt équatoriale (qui couvre 40 pour cent du pays) au sud, à la savane puis à la steppe au nord.

1.1.2 Malgré les efforts du Gouvernement avec l'appui des partenaires au développement, 46% de la population nationale n'a pas encore accès à l'eau potable. De plus, l'accès à l'eau potable dans le milieu rural, où résident près de 84% des populations pauvres, demeure un problème crucial résultant de la situation géo-écologique défavorable de certaines régions, du niveau insuffisant des investissements et du manque d'une politique appropriée dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. C'est dans ce contexte que le Cameroun a inscrit dans son document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP 2003), l'eau et l'assainissement comme l'un des axes prioritaires de lutte contre la pauvreté. Le DSRP fixe à 75% l'objectif d'accès à l'eau potable en milieu rural d'ici 2015 dépassant de près de 10% les OMD pour le Cameroun. En matière d'assainissement, le DSRP est conforme aux OMD, visant l'accès de 60% de la population rurale à l'assainissement d'ici 2015.

1.1.3 L'assistance de la Banque au Cameroun s'est déjà traduite par la réalisation des études préparatoires du programme de réduction de la pauvreté en milieu urbain ainsi que celles pour les 17 centres secondaires en vue de produire des rapports techniques, financiers, économiques, institutionnels et d'impacts sur l'environnement pour les systèmes d'adduction d'eau potable dans ces centres. Conformément à la stratégie définie dans le DSPAR 2005-2009, la Banque envisage de poursuivre son appui au renforcement du secteur d'alimentation en eau potable et d'assainissement (AEPA) au Cameroun. A la suite de ces études, la Banque apportera son appui au pays pour contribuer à l'amélioration de l'accès des populations rurales à l'eau et aux services d'assainissement à travers le programme national d'AEPA en milieu rural et pour réduire la pauvreté urbaine avec le projet d'assainissement de la ville de Yaoundé.

1.1.4 Dans la perspective de la préparation de la mise en œuvre de l'Initiative au Cameroun, la Banque a effectué dans ce pays, en décembre 2004, une mission d'évaluation de la situation actuelle et des perspectives du secteur. Les résultats de cette mission ont permis d'établir un état des lieux de la couverture en services d'eau potable et d'assainissement, des contraintes et des opportunités de développement de l'AEPA dans le pays en général et en milieu rural en particulier. L'étude que se propose de réaliser le Gouvernement, comporte

trois étapes suivantes : (i) la conception d'une politique et d'une stratégie d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural à financer par l'AFD ; (ii) l'état des lieux à travers un inventaire des ouvrages d'AEPA en milieu rural à financer par la Facilité ; et (iii) l'élaboration d'un programme national d'AEPA en milieu rural qui sera conjointement financé par la Facilité et l'AFD. Ce programme permettra de préparer la mise en route de l'Initiative au Cameroun.

1.2 Objectifs

1.2.1 Le projet a pour objectif sectoriel de permettre la conception et l'élaboration d'un programme national d'AEPA en milieu rural qui contribuera à la satisfaction durable des besoins en eau potable et en services d'assainissement adéquats. Le volet financé par la Facilité vise plus spécifiquement à établir un état des lieux exhaustif du secteur.

1.2.2 Le programme d'AEPA qui sera issu de l'étude objet du présent projet visera à faire passer la part de la population rurale ayant accès à l'eau potable, actuellement de 42% à 66% en 2010, et à 80% en 2015 pour l'eau et de 15% actuellement à 66% en 2010, et à 80% en 2015 pour l'assainissement. Ces objectifs sont conformes aux orientations de la stratégie du programme de réduction de la pauvreté du Cameroun.

1.3 Justification

1.3.1 Le Cameroun a inscrit dans son document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP 2003), l'eau et l'assainissement comme l'un des axes prioritaires de lutte contre la pauvreté. Les problèmes d'accès à l'eau potable sont apparus comme de sérieux handicaps pour les populations lors des consultations participatives. Le monde rural demeure confronté à un réel problème d'eau résultant de la situation géo-écologique défavorable de certaines régions et du manque de politique appropriée dans le secteur. Le DSRP fixe à 75% l'objectif d'accès à l'eau potable en milieu rural d'ici 2015, ce qui est supérieur aux taux retenus pour les OMD pour le Cameroun. En matière d'assainissement, le DSRP est conforme aux taux retenus pour les OMD et vise l'accès de 60% de la population rurale d'ici 2015.

1.3.2 Cependant, le secteur fait face à plusieurs contraintes qui sont d'ordre institutionnel, organisationnel, technique et financier et qui, si elles ne sont pas levées, risquent de constituer des obstacles sérieux à l'atteinte des objectifs ci-dessus cités. En effet, la non codification du secteur de l'hydraulique rurale au départ, le trop grand nombre d'intervenants et le manque d'une organisation formelle basée sur une vision du développement durable sont les principaux facteurs qui expliquent les mauvaises performances du sous-secteur de l'hydraulique rurale. De ce fait, le Ministère de l'Energie et de l'Eau n'a pas toujours la maîtrise de toutes les actions dont certaines se juxtaposent sur le terrain. La coordination des actions du sous-secteur n'est pas assurée. Les énergies locales, capables de propulser le sous-secteur ne sont pas suffisamment mobilisées. Par ailleurs, Il se pose le problème de la durabilité des ouvrages. L'absence de travaux réguliers d'assainissement n'a pas suscité le développement des capacités dans ce sous-secteur. Le Cameroun se heurte également aux problèmes d'absence d'un inventaire exhaustif des ouvrages hydrauliques du pays.

1.3.3 Les moyens disponibles au niveau de l'Etat sont modestes par rapport aux objectifs à atteindre. Le fait que le secteur relève d'un domaine social et que le retour d'investissement se fait à très long terme, n'encourage pas les investisseurs privés à y intervenir, d'où la nécessité de mettre en place un cadre juridique et institutionnel incitatif devant favoriser l'implication

des acteurs privés dans le financement du secteur. De même, la mobilisation de la population pour accepter le principe du recouvrement des coûts récurrents, en vue d'assurer aux projets la viabilité financière et économique requiert souvent une bonne campagne de mobilisation et de sensibilisation. Le développement du sous-secteur de l'assainissement se heurte lui aussi à l'insuffisance des moyens financiers et techniques mis en œuvre. Il n'existe pas de ressources spécifiques pour réaliser les investissements et entretenir le système d'assainissement.

1.3.4 Afin de remédier au manque de politique appropriée dans le secteur, les autorités compétentes ont pris une série de mesures en vue de relancer l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural. Grâce à l'appui de l'AFD, un Fonds d'environ 250 mille Euros a été mis à la disposition du Cameroun pour l'assister à la formulation d'une politique et d'une stratégie du sous secteur AEPA rurale. Les négociations avec le Bureau d'études en charge d'assister le Gouvernement ont été finalisées. Le démarrage des activités du Bureau d'études est prévu à partir de début novembre 2006 pour une durée de 9 mois.

2 Description de l'étude

2.1 Description des activités

L'étude pour l'inventaire des infrastructures d'alimentation en eau potable et d'assainissement en milieu rural au Cameroun se fera sur la base du diagnostic qui sera issu du volet financé par l'AFD. Elle comporte deux principales composantes :

- (i) L'Inventaire des infrastructures d'AEPA en milieu rural et
- (ii) La gestion de l'étude.

2.1.1 Composante 1 : Inventaire national des infrastructures d'AEPA

Cette composante, qui sera exécutée par la DHH et ses structures décentralisées, doit permettre de remplir les Fiches d'Enquête Nationale sur la Couverture en Eau Potable et d'Assainissement en milieu rural. Ce volet consistera à faire un inventaire des infrastructures hydrauliques à l'échelle nationale afin de faire le point sur l'état des infrastructures d'eau et d'assainissement dans toutes les localités rurales du pays. Elle comporte deux types d'opérations : (i) les activités préparatoires et (ii) l'inventaire national des infrastructures d'AEPA.

2.1.1.1 Les activités préparatoires.

Revue et analyse des aspects institutionnels : Il s'agit de faire un recensement exhaustif de tous les acteurs et de préciser les rôles et responsabilités de chacun dans le secteur. Les ressources humaines au niveau central et décentralisé ainsi que le cadre institutionnel du secteur de l'AEPA seront évalués. Les éventuelles faiblesses, forces et contraintes de l'organisation du sous secteur de l'AEPA en milieu rural seront évaluées pour permettre de tirer les leçons qui serviront à l'amélioration de performance.

Revue et analyse des aspects techniques : Il s'agira dans cette partie de décrire la situation actuelle de l'accès à l'eau potable et aux services d'assainissement adéquats. Le dispositif des systèmes d'alimentation en eau potable et assainissement disponible dans chaque Province ainsi que leur fonctionnalité et leur maintenance seront analysés. Sans être exhaustives toutes les questions liées à la ressource, leur connaissance, leur exploitation et leur conservation

seront examinées. Le type et l'état des équipements d'eau et d'assainissement seront également examinés.

Revue et analyse des aspects financiers : Il s'agira de faire le bilan des financements du secteur depuis 10 ans, par source et par sous-secteur, d'analyser la capacité d'absorption du secteur et l'efficacité de l'aide. Il sera fait le point sur les récentes études disponibles au niveau des structures tarifaires existantes et des capacités /disponibilités des usagers en milieu rural à payer les services d'eau et d'assainissement.

Revue et analyse des aspects socio-économiques et environnementaux : Un examen actualisé du profil de pauvreté, par âge et par sexe sera établi au plan national. En fonction des hypothèses de croissance et de développement socio-économique nationales, il sera établi une évolution de ce profil. L'impact social et environnemental des projets réalisés dans le secteur de l'eau et de l'assainissement sera évalué. Un accent particulier sera mis sur l'évaluation de cet impact sur les catégories sociales les plus vulnérables, à savoir les femmes et les enfants et les pauvres.

L'appui à la mise en œuvre des activités de terrain : il s'agit de déterminer les moyens humains matériels et financiers à mobiliser pour le bon déroulement des inventaires sur le terrain. La préparation des fiches d'enquêtes, l'élaboration du calendrier des opérations de terrain et leur coordination avec celles qui s'effectuent au bureau font également partie des tâches à accomplir.

2.1.1.2 Inventaire national des infrastructures d'AEPA

Les ouvrages hydrauliques à prendre en compte dans le cadre de l'inventaire projeté sont les suivants:

- les forages,
- les puits modernes,
- les puits traditionnels,
- les adductions d'eau potable,
- les postes d'eau autonomes,
- les ouvrages d'assainissement,
- les ouvrages d'assainissement autonomes,
- les retenues d'eau.

Des informations d'ordre technique sur l'état de fonctionnement actuel de ces ouvrages et la qualité de l'eau et d'ordre socio-économique en rapport direct ou indirect avec les usages de l'eau seront également inventoriées en complément. Les opérations se dérouleront simultanément dans toutes les Provinces du pays. La saisie informatique des données sera générée par les enquêtes de terrain grâce à la base de données de la DHH. Cette base sera donc renforcée par l'apport d'une information actualisée sur la situation de l'AEPA rurale. Dans le cadre de l'étude une formation sera dispensée aux cadres de la DHH pour leur permettre de mieux maîtriser l'exploitation et l'entretien de la base de données.

Pendant l'inventaire hydraulique, il sera également procédé à une étude environnementale stratégique dont les résultats permettront de mieux anticiper les impacts du futur programme d'AEPA.

2.1.2 Composante 2 : Fonctionnement de l'Unité de Coordination de l'étude

Cette composante concerne les activités relatives à la mise en place et au fonctionnement de l'Unité de Coordination de l'étude (UCE). L'UCE recrutera un coordonnateur, de préférence ingénieur eau et assainissement de formation, ayant une bonne expérience en gestion de projets/études. Il sera assisté d'un comptable, d'une secrétaire et d'un chauffeur. Il est prévu de couvrir les frais de fonctionnement de l'Unité de Coordination au siège comme sur le terrain sur les ressources du Don de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE).

2.2 Résultats et Impacts

2.2.1 Les principaux résultats attendus de l'étude sont :

- (i) une meilleure connaissance des infrastructures d'AEPA existantes et des potentialités des ressources en eau du pays ;
- (ii) un état des lieux réalisé pour chaque sous-secteur en termes de niveau de service pour l'année de référence (2006) ;
- (iii) l'ensemble des intervenants du secteur s'approprient des résultats de l'étude en vue d'une mise en œuvre plus coordonnée de l'Initiative ; et
- (iv) une analyse socio-économique et cadrage macro-économique du sous-secteur réalisés à l'horizon 2015.

2.2.2 Les principaux impacts de l'étude sont les suivants :

- (i) un cadre légal et réglementaire plus cohérent et maîtrisé par les acteurs ;
- (ii) un programme AEPA en milieu rural à long terme (horizon 2015) est élaboré ;
- (iii) des sous-programmes prioritaires pouvant constituer la phase d'urgence sont conçus ;
- (iv) les inventaires sont utilisés par le Gouvernement pour mieux planifier l'atteinte des OMD et le suivi du DSRP ;
- (v) Une gestion rationnelle et une protection plus effective des ressources en eau par la DHH ; et
- (vi) Une élaboration de la nouvelle politique et de la stratégie de développement du secteur.

2.3 Risque et mesure d'atténuation

Le risque de la bonne mise en œuvre de l'étude pourrait relever d'un manque de coordination entre les différents intervenants à l'étude. Ce risque sera minimisé par l'organisation de séminaires d'information pouvant permettre une meilleure appropriation des objectifs de l'étude par l'ensemble des partenaires.

3 Coût estimatif et plan de financement

3.1 Coût par composante

Un tableau détaillé du coût de l'étude est présenté à l'annexe 1. Ci-après un résumé du coût estimatif détaillé

Tableau 3 Coût estimatif global

COMPOSANTES	Coût (euros)
COMPOSANTE 1: ACTIVITES PREPARATOIRES	
Honoraire Experts Internationaux	114 000
Honoraires Experts nationaux	35 000
Déplacement Experts	44 946
Sous - Total Composante 1 : Activités préparatoires	193 946
COMPOSANTE 1 : INVENTAIRE NATIONAL DES INFRASTRUCTURES D'AEPA	
Equipements pour Inventaire	95 800
Services pour inventaire	92 840
Sous - Total Composante 2 : Inventaire des Infrastructures d'AEPA	188 640
COMPOSANTE 2 : GESTION DE L'ETUDE	
Equipement	7 000
Personnel UCE	11 700
Frais de fonctionnement UCE	21 200
Allocation Séminaire de Validation	30 000
Audit des comptes du projet	17 000
Sous Total Composante 2	86 900
TOTAL – DU PROJET	469 486

3.2 Sources de financement

Les études seront financées par un don de la Facilité Africaine de l'Eau (FAE). La Facilité assurera le financement de la totalité des coûts à l'exception du salaire du personnel de l'Etat affecté à l'étude.

4 Exécution de l'étude

4.1 Dispositions institutionnelles

L'organe d'exécution de l'étude sera la Direction de l'Hydraulique et de l'Hydrologie (DHH) rattachée au Ministère de l'Energie et de l'Eau. Il sera créé au sein de la DHH une Unité de Coordination de l'Etude (UCE). Elle sera appuyée par un consultant qui assurera l'organisation de l'atelier de validation de l'inventaire des ouvrages hydrauliques et d'assainissement ainsi que l'élaboration des rapports, un mois après le démarrage, au quatrième mois de l'étude et le rapport final. L'UCE sera chargée de la tenue des comptes et du suivi budgétaire de l'étude. Elle tiendra un registre comptable pour les opérations financées sur les ressources du FAE. Le personnel de l'UCE sera composé d'un coordonnateur, d'un comptable et d'une secrétaire et d'un chauffeur, mis à disposition par la MINEE.

4.2 Calendrier d'exécution

4.2.1 La durée des prestations est estimée à six (06) mois y compris l'atelier. Dans le cadre de son intervention, le bureau d'études préparera sous la supervision de l'UCE un rapport de démarrage au bout d'un mois de travail, un rapport provisoire après quatre mois de travail et un rapport final à faire à l'achèvement de l'étude. Le calendrier d'exécution détaillée est joint en annexe.

Tableau 5.1 : Calendrier d'exécution

ACTIVITÉS	RESPONSABILITÉ	PÉRIODE
Approbation du don	FAE	Février 2007
Signature du protocole d'accord de don	FAE/Gouvernement	Mars 2007
Préparation dossiers de consultation, approbation des listes restreintes	UCP /DHH/FAE	Janvier 2007
Lancement des appels d'offres	UCP	Mars 2007
Evaluation des offres	UCP /DHH/FAE	Mai 2007
Attribution et signature du contrat du bureau d'étude	UCP /DHH/FAE	Juin 2007
Démarrage de l'Étude	Consultant /UCP	Juillet 2007
Rapport de démarrage	Consultant /UCP	Août 2007
Rapport provisoire	Consultant /UCP	Novembre 2007
Rapport final	Consultant /UCP	Décembre 2007
Rapports d'audit	Consultant /UCP	Décembre 2007

4.3 Acquisitions des biens et services

4.3.1 Toute acquisition de biens, travaux et services financés par la Facilité se fera conformément aux Règles de procédure de la Banque pour l'acquisition des biens et travaux ou, selon les cas, aux Règles de procédure de la Banque pour l'utilisation des Consultants, en utilisant les Dossiers-types d'appel d'offres appropriés de la Banque.

4.3.2 Les marchés pour la réalisation de prestations d'inventaire hydraulique (enquêtes) et pour l'acquisition des équipements nécessaires à l'inventaire national des infrastructures d'AEPA, d'un montant total de 0,23 million d'euros seront attribués selon une consultation de fournisseurs à l'échelon national, compte tenu de l'existence dans le pays d'un nombre suffisant de fournisseurs qualifiés pour assurer la concurrence. Les recrutements du personnel local se feront sur la base de listes restreintes et du prix le plus bas pour des services comparables.

4.3.3 L'acquisition des services du bureau d'étude pour l'assistance technique, d'un montant total de 0,18 million d'euros se fera par consultation sur la base d'une liste restreinte conformément aux Règles de procédure de la Banque en matière d'utilisation des consultants. La procédure de choix sera basée sur l'évaluation combinée des propositions techniques et du montant des offres financières.

4.3.4 Le recrutement du bureau pour le marché de l'audit, d'un montant de 17 000 euros, se fera également par voie de consultation sur la base d'une liste restreinte conformément aux Règles de procédure de la Banque en matière d'utilisation des consultants. La procédure de sélection sera basée sur le prix le plus bas pour des propositions techniques comparables.

4.4 Décaissement

4.4.1 Les décaissements pour les contrats des consultants se feront de préférence par la méthode du paiement direct conformément au calendrier de décaissement. Il est prévu un décaissement en trois tranches de paiements du consultant, après approbation des rapports de démarrage, d'étape et du rapport final. Toutefois, les autres méthodes de décaissement peuvent être également utilisées le cas échéant en vue de faciliter l'exécution de l'étude. Pour les dépenses de fonctionnement de la Cellule d'exécution de l'étude prises en charge par la FAE, un compte spécial, destiné à recevoir les ressources du don, sera ouvert par le Donateur dans une banque acceptable par la FAE.

5 Conclusions et recommandations

5.1 Conclusions

L'étude proposée est conforme aux priorités nationales définies dans le DSRP ainsi qu'à la stratégie d'intervention de la Facilité qui vise à relever le défi que constituent l'appui à la réalisation des ODM pour l'eau potable et les services d'assainissement. Elle cadre également avec la vision de la Banque et son plan stratégique 2003-2007 qui fait du secteur de l'eau et de l'assainissement une priorité. Enfin, la mise en œuvre de l'étude permettra au Gouvernement de disposer d'une meilleure connaissance des infrastructures existantes et des potentialités des ressources en eau du pays en vue de l'élaboration de la nouvelle politique et la stratégie de développement du sous-secteur de l'eau et de l'assainissement au Cameroun.

5.2 Recommandations

Il est recommandé d'accorder à la République du Cameroun, un Don n'excédant pas 492 960 euros sur les ressources de la Facilité Africaine de l'Eau pour le financement des inventaires d'AEPA en milieu rural, telle que décrites dans le présent rapport.

COUT DETAILLE DE L'ETUDE

Désignation	Unité	Quantité	PU	Prix Total
			Euros	
COMPOSANTE 1 : ACTIVITES PREPARATOIRES				
A. Honoraires des Experts				
Experts Internationaux				
A1 - Directeur Projet	h/m	2	13 000	26 000
A2 - Ingénieur AEP/Chef Mission	h/m	4	11 000	44 000
A3 - Ingénieur Assainissement	h/m	4	11 000	44 000
Sous Total A Experts Internationaux				114 000
Experts Locaux				
A4 - Ingénieur Electromécanicien	h/m	2	2 000	4 000
A5 - Expert Macro-économiste	h/m	2	2 000	4 000
A6 – Socio-économique – Animation - Sensibilisation	h/m	3	2 000	6 000
A7 – Spécialiste Education Sanitaire	h/m	3	2 000	6 000
A8 - Expert Démographe	h/m	2	2 000	4 000
A9 – Ingénieur Civil	h/m	2	2 000	4 000
A10 - Expert Environnementaliste	h/m	2	2 000	4 000
A11 - Dessinateur	h/m	3	1 000	3 000
Sous Total Experts Nationaux				35 000
S/Total A: Honoraires d'Experts				149 000
B - Indemnités Déplacement Experts				
Per-Diems missions sur le terrain	H/J	315	50	15 750
Hébergement des experts internationaux	H/J	300	65	19 500
Billets Avion A/R	Unité	5	1 200	6 000
Transport local Experts	h/j	66	56	3 696
Sous Total Indemnités Déplacement Experts				44 946
TOTAL COUT DE BASE : ACTIVITES PREPARATOIRES				193 946
Provision pour inflation (5%)				9 697
TOTAL COUT : ACTIVITES PREPARATOIRES				203 643
COMPOSANTE 1: INVENTAIRE DES INFRASTRUCTURES D'AEPA				
A. Equipements pour inventaire				
Traceurs Automatiques	Unité	4	2 650	10 600
Postes informatiques complets et accessoires	Unité	7	1800	12 600
Véhicule 4X4 Station Wagon	Unité	2	20000	40 000
Equipements techniques GPS et altimètres	Unité	4	2400	9 600
Fournitures de bureau pour Inventaire	Forfait	1	2000	2 000
Matériel Marquage Forages DHH	Forfait	1	17500	17 500
Trousseaux d'analyse chimique et bactériologiques	Unité	7	500	3 500
Sous Total Biens pour Appui DHH				95 800
B Services pour inventaire				
Prestation d'un informaticien pour la base de données	h/mois	3	1700	5 100
Supervision partielle DHH sur terrain dans les Provinces	Unité	10	700	7 000
Supervision partielle DHH sur terrain dans les Départements	Forfait	1	10000	10 000

Désignation	Unité	Quantité	PU	Prix Total
			Euros	
Supervision partielle Centrale DHH du programme	Forfait	1	6000	6 000
Enquêteurs Départementaux DHH	h/m	210	110	23 100
Frais de mission enquêteurs sur le terrain	h/jour	330	30	9 900
Opérateurs Saisie DHH	h/m	48	160	7 680
Prise en charge des enquêteurs pendant formation	h/jour	75	30	2 250
Prise en charge des opérateurs saisie pendant formation	h/m	120	23	2 760
Prise en charge des formateurs des enquêteurs	h/jour	75	30	2 250
Prise en charge des formateurs des opérateurs de saisie	h/jour	72	30	2 160
Frais de mission coordinateur provincial DHH	h/jour	42	40	1 680
Frais de mission superviseur DHH dans les départements	h/jour	84	40	3 360
Fonctionnement des 2 Véhicules	km	100000	0,08	8 000
Frais de production rapports central DHH	Forfait	1	1600	1 600
Sous Total des Services pour inventaire				92 840
TOTAL COUT DE BASE COMPOSANTE INVENTAIRE				188 640
Provision pour inflation (5%)				9 432
COUT TOTAL COMPOSANTE INVENTAIRE				198 072
COMPOSANTE 2: GESTION DE L'ETUDE				
A. Equipement				
Postes de travail informatique & accessoires	Unité	3	1 800	5 400
Matériel et mobilier de bureau	Forfait	1	1 600	1 600
Sous total Equipement				7 000
B. Personnel Unité Coordination Etude				
Coordonnateur	h/mois	6	850	5 100
Comptable Cellule coordination	h/mois	6	450	2 700
Secrétaire	h/mois	6	350	2 100
Planton	h/mois	6	150	900
Gardien	h/mois	6	150	900
Sous total Personnel UCE				11 700
C. Fonctionnement UCE				
Fournitures et consommables	Mois	6	800	4 800
Frais divers	Mois	6	200	1 200
Transport et déplacement	km	36000	0,40	14 400
Assurances	forfait	1	800	800
Sous total Frais Généraux UCE				21 200
D. Allocations pour validation inventaire	forfait	1	30 000	30 000
E. Audit des Comptes du Projet	unité	1	17 000	17 000
TOTAL COUT DE BASE COMPOSANTE GESTION				86 900
Provision pour inflation (5%)				4 345
COUT TOTAL COMPOSANTE GESTION				91 245
COUT TOTAL DE L'ETUDE				469 486

